

Initiatives ministérielles

Monsieur le Président, à une période où notre pays est en crise à cause des prix des produits du pétrole qui augmentent à la pompe, portant préjudice à tous les Canadiens, entraînant une hausse du coût des produits qu'achètent les Canadiens de toutes les régions du pays et qui acculent les entreprises, les agriculteurs et les pêcheurs à la faillite, qui est derrière toutes ces sottises? Qui est le grand responsable? Je tiens à dire que ce n'est pas le député de Calgary, qui est le leader du gouvernement à la Chambre. J'affirme que c'est le premier ministre du Canada, car non seulement il souhaite détruire et démanteler Petro-Canada, mais il est également en voie de détruire le Parlement du Canada, ce que nous estimons inacceptable.

• (1140)

Je pose donc quelques questions: Est-il possible que le premier ministre ait ordonné au leader du gouvernement à la Chambre de faire tout ce qu'il peut pour détruire le Parlement?

Une voix: En faisant adopter le projet de loi à toute vapeur.

M. Riis: Qui entre tous les jours à la Chambre pour contester le Président, pour contester des décisions que la Chambre a prises? Qui fait constamment de fausses allégations contre les députés de la Chambre et dénigre les fonctionnaires du Bureau, de même que, à l'occasion, le Président au fauteuil? C'est le député qui est le représentant du gouvernement à la Chambre.

Je soutiens, monsieur le Président, que ces gestes du leader du gouvernement à la Chambre donnent une mauvaise réputation à cette enceinte. Les Canadiens en ont assez du genre de cirque auquel ils voient se livrer de temps en temps les ministériels lorsque, entre autres, ils remettent en question l'autorité de la présidence.

Qui est-ce, monsieur le Président, qui à l'occasion a menacé le Président? Je me souviens quand le leader du gouvernement à la Chambre a pris le fauteuil d'assaut. Il s'est tenu devant vous, monsieur le Président, il a fait jouer ses muscles et il vous a montré le poing parce qu'il n'aimait pas une de vos décisions. C'est la première fois que nous étions témoins d'une telle conduite honteuse à la Chambre des communes. Qui l'a vraiment fait, monsieur le Président?

Une voix: Harvie?

M. Riis: Qui continue de se conduire ainsi? Est-ce vraiment le leader du gouvernement à la Chambre ou est-ce le premier ministre qui manoeuvre ce pantin à la Chambre des communes depuis son bureau à l'édifice Langevin?

Il se passe quelque chose d'extrêmement inquiétant à la Chambre.

Une voix: C'est vrai.

M. Riis: Alors que nous supposons que c'est le leader du gouvernement à la Chambre qui de temps en temps conteste les décisions du Président, qui critique les bons offices du Président et de ses conseillers, est-ce bien lui qui le fait vraiment?

Une voix: Non.

M. Riis: Ou est-ce plutôt la voix discrète du premier ministre qui se fait entendre de son bureau à l'édifice Langevin?

Assurément, monsieur le Président, comme mon collègue, le ministre des Sciences là-bas qui hoche la tête, prétend-il que le premier ministre n'approuve pas cette attitude méprisante?

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): À l'ordre, s'il vous plaît! Je regrette d'interrompre le leader parlementaire du Nouveau Parti démocratique, mais je pense qu'il risque de glisser sur une pente délicate. Je l'invite donc à faire preuve de beaucoup de prudence et à s'en tenir vraiment à l'objet de la motion.

[Traduction]

M. Riis: Monsieur le Président, c'est exactement ce que j'essaie de faire, en expliquant aux Canadiens ce qui se passe. Mais cette motion n'est qu'une parmi une série où le gouvernement—et pour être plus exact, le premier ministre—essaie de diriger le gouvernement du Canada non pas par l'intermédiaire de la Chambre des communes, mais par l'intermédiaire de l'édifice Langevin, du bureau du premier ministre et utilise ce pantin à la Chambre des communes, appelé le leader du gouvernement à la Chambre, pour exécuter ses manoeuvres malhonnêtes. Nous disons simplement que nous avons percé à jour ce complot et que nous n'avons pas l'intention de rester les bras croisés et de nous laisser museler sans pouvoir dire la vérité aux Canadiens sur cette question.

Une voix: Ils sont muselés. On leur a dit de se taire.